

Évaluation d'une réforme des obligations d'investissement des diffuseurs français

- La chronologie des médias a permis de versionner le cinéma: de discriminer ses publics en étalant dans le temps les versions mises en marché
- Elle fige par la loi les marchés octroyés aux chaînes de TV et justifie leurs obligations dans le financement du cinéma
- CANAL+ est au centre de ce dispositif de soutien au cinéma français
- Ce système est aujourd'hui dépassé:
 - Montée en puissance du format sériel
 - Entrée sur le marché des plateformes de SVOD
- Réformer la chronologie des médias implique de changer le système des concessions/obligations

Objectifs et méthodologie

Objectifs:

Tester l'impact d'une réforme des obligations d'investissement

- Modéliser le processus d'investissement des diffuseurs
- En déterminer les principaux déterminants
- Développer un outil de simulation pour prévoir l'effet d'un changement de réglementation

Méthodologie:

1. Développement d'un cadre théorique pour définir le problème du choix d'investissement des diffuseurs
2. Identification des principaux critères de choix et estimation de leur effet marginal
3. Construction d'un outil de simulation permettant de tester l'impact d'éventuelles réformes

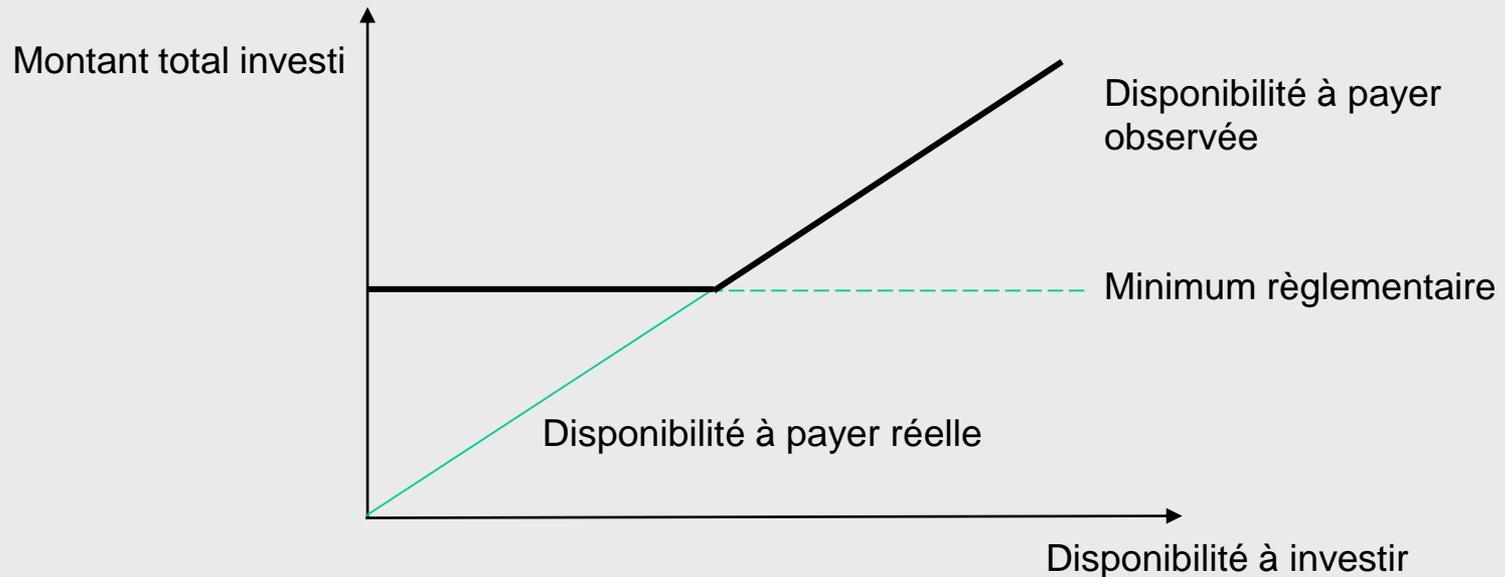
- Deux bases de données CNC
 - **Audiovisuel:** 22 000 commandes, 2 000 producteurs
 - **Cinéma:** 1 600 films, 600 producteurs
 - Années 2007 à 2015
- Détail des investissements de chaque diffuseur
- Montant du devis de production, détail des aides réglementaires

Cadre théorique

- Objectif: modéliser le problème du choix d'investissement d'un diffuseur
- Cadre
 - Un diffuseur répartit ses investissements afin de maximiser ses recettes en tenant compte d'une contrainte réglementaire

- Observations
 - Le programme de maximisation permet de définir la disponibilité à payer du diffuseur
 - L'investissement observé sera égal au maximum de cette valeur et de l'obligation réglementaire
 - Une obligation trop élevée sur l'un des secteurs peut réduire l'investissement sur l'autre

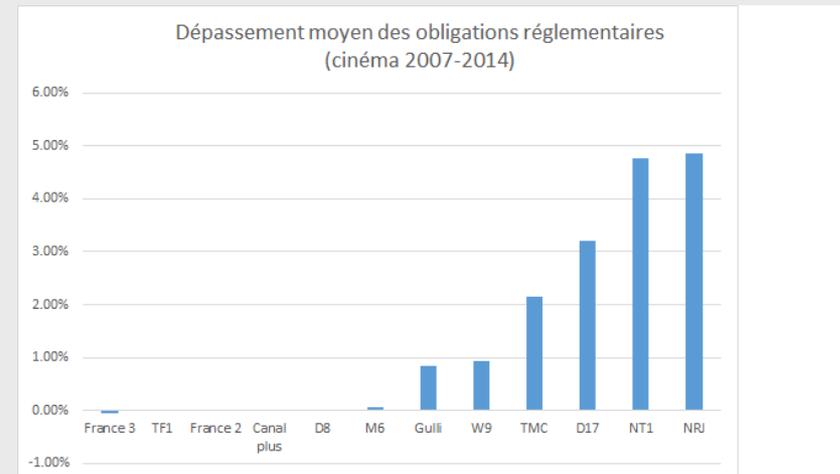
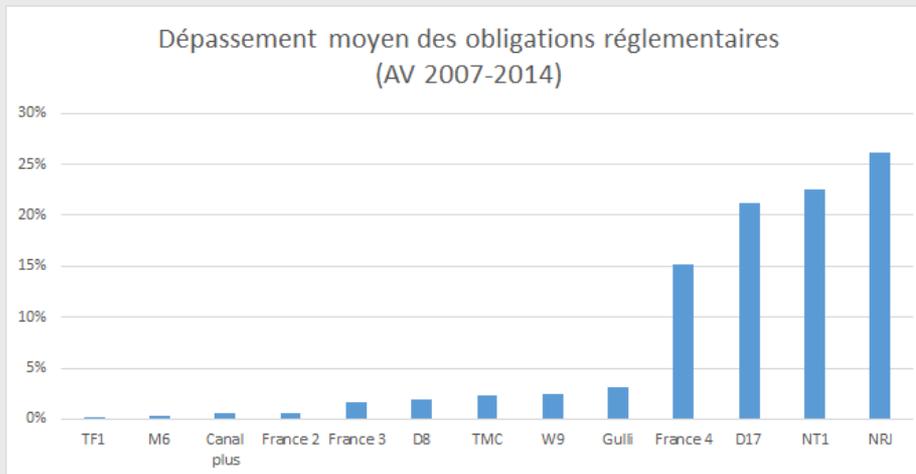
Cadre théorique



- Si le diffuseur suit exactement les minimums requis, on ne connaît pas sa disponibilité à payer réelle, *ie.* ce qu'il investirait en l'absence d'obligations
- La disponibilité à payer du diffuseur est une variable importante pour tester l'effet d'un changement de réglementation

Observations

- Les groupes audiovisuels les plus importants saturent le plus souvent leurs obligations
- La disponibilité réelle à payer est inférieure aux quotas
- Le dépassement des obligations par des groupes plus petits peut être lié à un effet de valeur absolue du CA



- Objectifs:
 - Identification de critères pouvant guider le choix d'investissement du diffuseur
 - Estimation de l'effet marginal de ces critères sur la décision
 - Permettre un paramétrage plus réaliste du modèle de simulation

- Le diffuseur ne connaît pas *a priori* le succès du programme qu'il finance, ni le profit qu'il peut en tirer

- Trois catégories de critères:
 - Critères liés à la probabilité estimée de succès du film ou du programme
 - Genre ou format du programme
 - Obligations réglementaires

Résultats de l'estimation

- La probabilité d'investir augmente avec le devis: pari du diffuseur sur le succès au box office, corrélé avec le montant du devis.
- Cinéma: probabilité très faible d'investissement sur les petits producteurs. Effet moins marqué pour l'audiovisuel
- TF1 favorise la série longue et le documentaire et concentre ses investissements sur les gros producteurs et leaders
- M6 a plus de probabilité d'investir sur la série courte et les producteurs du Cœur
- France TV se concentre sur la série et le téléfilm, et finance le Cœur et les Leaders
- CANAL+ investit très fortement sur le cinéma, l'animation et la série courte.
- Il est difficile d'isoler l'effet de la réglementation pour déterminer la vraie disponibilité à investir

Simulation

- Objectifs:
 - Prévoir les effets de changements réglementaires sur les volumes produits
 - Estimer les conséquences sur le marché de l'emploi

- Base: années 2012 à 2015, données CNC et CSA

- Trois paramètres:
 - Chiffre d'affaire soumis aux obligations d'investissement
 - Obligations d'investissement cinéma, exprimées en pourcentage du chiffre d'affaire
 - Obligations d'investissement AV, exprimées en pourcentage du chiffre d'affaire

- Test de deux scénarios de réforme des obligations de CANAL+

Alignement des obligations CANAL+ sur les autres diffuseurs

- Cas 1: 6% du CA dans les programmes AV, 10% pour le cinéma
 - 40 heures supplémentaires produites dans l'année
 - Gagnants: Animation (+0,9%), documentaire (+1,2%), série (+3,2%).
 - Perdants: cinéma, films L, XL, XXL (-3,6%), M (-2,9%), S (-1,1%)
 - Neutres: Magazine, Spectacle, films XS

- Cas 2: 8% AV, 8% pour le cinéma
 - 100 heures supplémentaires produites dans l'année
 - Gagnants: Animation (+2,2%), Documentaire (+2,7%), Série (+7,5%),
 - Perdants: cinéma, films L, XL, XXL (-7,2%), M (- 5,7%), S (-2,2%)
 - Neutres: Magazine, Spectacle, films XS

- Cas 1: 6% du CA dans les programmes AV, 10% pour le cinéma
 - Emplois permanents: +1,13%
 - Intermittents: artistes (-2,38%), Non cadres (-1,89%), cadres (-1,07%)

- Cas 2: 8% AV, 8% pour le cinéma
 - Emplois permanents: +2,63%
 - Intermittents: artistes (-4,64%), Non cadres (-3,63%), cadres (-1,94%)